

Bonjour à tous, monsieur le Président, mesdames et messieurs,

Je me dois tout d'abord de présenter des excuses de la part de Madame Adeline Hazan, la contrôleur générale des lieux de privation de liberté, qui devait être présente parmi nous mais a été empêchée.

En fait, je suis très heureuse de lui suppléer au sein de cette conférence, dont le but se situe au cœur de notre action en tant que mécanisme de prévention. Je suis d'autant plus heureuse que j'ai eu l'honneur de prendre part au projet, et je remercie DCI Belgique à ce titre pour leur confiance.

Le Contrôleur général des lieux de privation de liberté est le mécanisme national de prévention de la torture français : créé par une **loi en 2007, le premier contrôleur général a été nommé en juin 2008**.

A ce titre, il veille au respect des droits fondamentaux des enfants privés de liberté par décision de l'autorité publique dans :

- **une 50aine de quartier mineurs au sein des 190 établissements pénitentiaires (où sont également détenues des personnes majeures), et 6 établissements pour mineurs (créés en 2002)**
- **une cinquantaine de centres éducatifs fermés pour mineurs ;**
- **500 hôpitaux psychiatriques**
- **3500 locaux de garde à vue**
- **Une centaine de locaux de rétention administrative**

En tant que mécanisme national, il était particulièrement important de lui assurer certaines garanties d'indépendance. Ainsi, le Contrôleur général :

- est nommé pour un mandat non renouvelable de 6 ans ;
- ne reçoit d'instruction d'aucune autorité ;
- ne peut être poursuivi à l'occasion des opinions qu'il émet ou des actes qu'il accomplit ;
- ne peut être révoqué ;
- est astreint, ainsi que ses équipes, au secret professionnel
- Il peut accéder librement à tout lieu, document, ou personne de son choix
- Ses visites peuvent être annoncées, mais elles sont généralement **inopinées**

Le CGLPL a deux volets d'action, qui sont complémentaires :

Une équipe de contrôleurs est chargée de traiter les **plaintes** et reçoit en moyenne 4000 courriers par an, afin de :

- **permettre à toute personne, victime ou témoin, d'alerter le contrôle général sur une situation d'atteinte aux droits fondamentaux ;**
- **lui permettre de s'informer sur le fonctionnement des lieux en cause, et à ce titre de mener des enquêtes permettant de mettre en lumière des dysfonctionnements d'ordre général ;**
- **permettre au CGLPL de remédier aux atteintes aux droits fondamentaux en formulant des recommandations**

Par ailleurs, une équipe **pluridisciplinaire** de 35 contrôleurs conduit des visites systématiques dans les lieux d'enfermement pour :

- **vérifier les conditions de vie des enfants privés de liberté ;**
- **vérifier l'effectivité de l'exercice de leurs droits fondamentaux, ce qui se fait au regard l'état, de l'organisation et le fonctionnement de l'établissement. En effet, dans la démarche de prévention, il n'est constructif de pointer du doigt des dysfonctionnements que si l'on en comprend les causes.**

Chaque mois, deux semaines sont consacrées à des visites de lieu d'enfermement, pour un total de 150 visites par an. Une visite dure généralement deux jours dans un commissariat, mais peut durer jusqu'à deux semaines dans un gros établissement pénitentiaire ou gros hôpital psychiatrique. Le TEMPS que l'on passe dans les lieux est fondamental: c'est seulement ainsi que le vernis lisse au départ va progressivement craqueler.

Les visites de lieux d'enfermement des enfants

Ce qui est fondamental pour un mécanisme de prévention, c'est d'avoir une solide méthodologie dans la conduite des visites et d'avoir toujours en tête le principe de « **ne pas nuire** ».

Comme cela a été rappelé au cours de la journée, pour contrôler les lieux d'enfermement des mineurs, il est crucial d'avoir une approche basée sur les droits de l'enfant, ce que ce guide va certainement nous aider à garder en tête.

Ainsi, le déséquilibre de pouvoir, les liens familiaux, les besoins spécifiques en termes de la santé, de nourriture, l'importance d'inscrire l'enfermement dans une logique éducative et permettant la réinsertion, sont des éléments qui parmi d'autres, qui sont examinés de manière approfondie par nos équipes.

L'approche du CGLPL lors des visites est fondée sur trois piliers :

- L'observation des lieux et des situations : l'état matériel des lieux et des équipements, la porosité des lieux : mélange mineurs/majeurs, la surveillance (présence des personnels, caméras ?), en lien avec les situations : distribution des repas, des médicaments, les activités, la commission de discipline. L'observation doit ainsi toujours se confronter avec la pratique : dans certains centres, on voit de très belles salles de classe, mais quel en est l'utilité quand elles restent vides?
- L'écoute : il s'agit de conduire autant d'entretiens que possible avec les mineurs eux-mêmes mais aussi les personnels et tous les intervenants (familles, avocats, juges, médecins, etc.) ; Concernant les mineurs, il est fondamental de créer une relation de confiance, ce qui peut être compliqué par l'aspect chaotique de leur parcours. La confidentialité de l'entretien doit également être assurée de manière absolue, ainsi que le recueil du consentement de l'enfant. Il est également important d'exposer les limites de l'action et ne pas créer de faux espoirs.
- L'étude de la documentation : les plans, règlement intérieur, registres (isolement, contention, fouille, sanctions disciplinaires), liste de présence en classe, lors des activités, et de les confronter avec la réalité. Il arrive qu'on lise dans un règlement intérieur que l'interdiction de fumer est totale, mais que par ailleurs, la cigarette soit utilisée soit comme mode de sanction, soit de récompense.

A la fin de chaque visite, des observations sont soumises au chef d'établissement lors d'une réunion de restitution, puis un rapport lui est transmis afin de recueillir ses remarques. Le rapport final est envoyé au ministre, avec des observations et des recommandations. Le ministre doit répondre à chaque rapport et prendre des engagements pour mettre en œuvre les recommandations.

En cas de grave dysfonctionnement, nous déclenchons la procédure de recommandations en urgence, qui nous permet d'écrire directement au ministre tout en publiant nos conclusions au Journal Officiel.

Nous disons souvent que nous n'avons pas de pouvoir d'injonction, mais un **pouvoir de rabâchage**, dont nous usons et abusons autant que nous l'estimons nécessaire.

Je vais maintenant vous exposer ce que nous avons pu relever et dénoncer, et les résultats que nous avons obtenus dans certains lieux :

Les centres éducatifs fermés:

Les visites révèlent des disparités importantes dans le respect des droits des enfants : si certains centres fonctionnent bien, d'autres connaissent d'importants dysfonctionnements qui sont souvent les mêmes :

Les éducateurs sont insuffisamment **formés** pour prendre en charge des mineurs difficiles ; les équipes sont instables, et la direction souvent inexpérimentée. La formation du personnel est clé dans la prise en charge des mineurs.

Bien souvent encore, il n'existe pas ou peu de projet éducatif réellement réfléchi et partagé par l'équipe. Les activités sont souvent improvisées et pas toujours formatrices.

L'enseignement scolaire n'est pas toujours assuré.

Les soins médicaux, notamment en matière psychiatrique ne sont pas toujours accessibles, car ces lieux sont souvent situés dans des zones reculées. La prise en charge des addictions, problème très répandu chez les jeunes, est souvent insatisfaisante.

La famille, qui peut se trouver à une grande distance n'est pas toujours associée à la prise en charge

Les jeunes, souvent, quittent le centre sans projet défini.

Certains traitements dégradants voire violents infligés aux enfants échappent souvent aux autorités de contrôle.

Le CGLPL a mis en œuvre deux fois la procédure des recommandations en urgence publiées au Journal officiel relativement à 3 CEF en 2010 puis en 2013 pour 2 CEF. Des missions d'inspection sont régulièrement diligentées sur la base de nos recommandations, aboutissant à la fermeture temporaire des centres. Malheureusement, on constate parfois que les dysfonctionnements se reproduisent par la suite.

Les quartiers mineurs en prison :

Dans les centres pénitentiaires, la porosité avec les adultes est souvent importante. Si les quartiers sont séparés, certains services comme les services de santé, sont en commun.

En 2013, des recommandations en urgence relative à un quartier pour mineurs sont représentatives de ce que l'on trouve : les surveillants ne sont pas présents dans les cours de promenade car la surveillance s'effectue à distance ; elles sont donc le lieu de trafics et de violences, avec des conséquences d'autant plus graves que les procédures d'intervention sont lourdes et lentes.

Il n'y avait de réponse adaptée en termes d'éducation ni en termes de sanction : les événements ne faisaient pas toujours l'objet d'un compte-rendu d'incident ; il y avait une forme de fatalité face à la violence combinée à la crainte des représailles, et ni les mineurs ni leur famille n'osaient porter plainte

Réponse institutionnelle: modification du planning des sorties en promenades des mineurs, réalisation de travaux de sécurisation de la cour de promenade, mise en place de dispositifs de séparation physique des majeurs et des mineurs, réflexion sur la présence d'un surveillant dans cette cour, création d'une commission de discipline spécifique pour les mineurs pour accélérer le traitement des procédures... D'autres actions ont été mises en place en relation avec l'Education nationale et les services de la protection judiciaire de la jeunesse, ainsi qu'avec les autorités judiciaires.

Le CGLPL fait également particulièrement attention à la question des filles mineures qui en France sont le plus souvent incarcérées avec les femmes, ce qui résulte en des manquements à différents niveaux.

Les hôpitaux psychiatriques :

La psychiatrie infanto juvénile, en France, concerne les mineurs de moins de 16 ans. Les autres sont hospitalisés avec des adultes, ce pose qui des problèmes et des possibilités d'abus. Les contrôleurs ont pu voir, dans certains établissements, des mineurs encore plus jeunes – 14 ans, 15 ans – hospitalisés avec des adultes

L'accent à l'éducation est souvent problématique.

Lorsqu'ils sont atteints de troubles graves, qu'ils sont très agités ou très agressifs, les jeunes peuvent être placés en chambre d'isolement, parfois attachés à leur lit. L'accès aux toilettes, la prise des repas, peuvent alors se faire dans des conditions peu respectueuses de la dignité.

Les registres permettant de contrôler les mesures d'isolement ne sont pas partout en place ; il n'est pas toujours aisé de savoir pendant combien de temps un mineur a vécu ainsi, quel a été le rythme de passage du médecin et des infirmiers, si les parents ont été informés.

Le CGLPL a milité depuis le début de son action pour la mise en place de registres permettant de tracer la pratique de l'isolement et contention et d'engager une réflexion sur cette pratique.

La nouvelle loi relative au système de santé, adoptée en 2015, s'est appuyé sur ces recommandations et a rendu la tenue d'un tel registre obligatoire. Il s'agira de vérifier dans la pratique la mise en œuvre de la loi.

Défis actuels :

- Comme le dit le guide méthodologique, les visites doivent être régulières : compte tenu du nombre de lieux rapporté à la capacité de l'équipe, il est difficile d'être régulier
- Les enfants sont (heureusement) enfermés pour de courtes périodes. Ils connaissent mal toujours notre existence. Il est difficile pour eux de nous atteindre.
- La peur des représailles est un réel problème. Même si un délit d'entrave a été créé en 2014, il y a une réelle difficulté à établir les faits.
- Suivi des recommandations : un poste a été créé à cet effet, la réflexion est en cours

Les rapports annuels contiennent des chapitres thématiques qui traitent de sujets transversaux : liens familiaux, sécurité et fouilles, discipline sanctions, autonomie, santé mentale, etc.

Un groupe de travail est actuellement en train de réfléchir à un rapport thématique sur les mineurs privés de liberté, et qui devrait être publié en 2015.

Avancée législative

Lorsque des parents sont privés de liberté, le choix ou bien de les séparer de leurs enfants ou bien, pour éviter les effets de la séparation, d'associer les enfants à la privation de liberté (jusqu'à leur 18 mois), est une alternative en soi insatisfaisante.

C'est parce qu'aucune réponse positive ne pouvait être donnée à ce choix que, déjà dans son rapport annuel 2010, le CGLPL avait souhaité qu'une réflexion s'engage pour que les mères détenues avec enfants se voient nécessairement accorder un aménagement de peine, ou puissent bénéficier d'une suspension de peine pour maternité, ou accéder à une libération conditionnelle.

Des parlementaires de l'Assemblée nationale se sont saisis de cette réflexion qui s'est traduite par le dépôt et l'adoption d'amendements, largement inspirés des préconisations du CGLPL, une loi de 2014 préconise pour les femmes enceintes de plus de douze semaines de différer la mise à exécution, soit de faire en sorte que la peine s'exécute en milieu ouvert, jusqu'aux quatre ans de l'enfant.

Par ailleurs, le CGLPL inscrit son action dans un contexte plus général.

Ainsi, au niveau national, le CGLPL rencontre régulièrement les associations.

Il a des contacts avec les autorités judiciaires, auxquelles il signale les cas de violence et sensibilise les magistrats à sa mission de contrôle. Le parquet a l'obligation depuis la modification de la loi en 2014 d'informer le CGLPL des suites données aux signalements effectués.

Collaboration au niveau régional et international :

- collaboration avec homologues sur des questions de méthodologies, avec des visites d'études à développer
- CPT : standards et suivi de ses rapports pour s'assurer que les recommandations qu'il a formulées ont été suivies d'effet. La France a reçu la visite du CPT en 2015 et nous avons étroitement coopéré dans ce cadre qui a démontré la complémentarité entre les deux mécanismes.
- En 2015, nous avons soumis nos observations au comité des Nations Unies pour les droits de l'enfant avec d'autres acteurs comme les associations pour la protection de l'enfance et le Défenseur des droits.

Pour conclure, le CGLPL est particulièrement heureux qu'un tel projet arrive à son terme. Le guide va devenir une ressource précieuse pour les équipes et va nourrir la réflexion.

Il va également permettre de sensibiliser les autorités et les différents acteurs concernés à la question du respect des droits fondamentaux des enfants privés de liberté.